

| | | | |
|--|------------------------|------------------------------------|---------|
| Groupement "Est" | Session 2001 | Sujet | Tirages |
| BEP METIERS DU SECRETARIAT BEP METIERS DE LA COMPTABILITE | | Code(s) examen(s) 32403 - 32401 | |
| Épreuve : EP 3 : économique et juridique | Durée épreuve : 1 h 30 | Coef : 2 | |
| | | page : 1/7 | |

DOCUMENT A COLLER SUR LA PREMIERE PAGE DE VOTRE COPIE.

| DOSSIER | THEME | NOTE |
|----------------|--------------------------------|-------------|
| 1 | ECONOMIE THEME DE RÉFLEXION | /8 /12 |
| 2 | DROIT | /8 |
| 3 | INSTITUTIONS PUBLIQUES | /12 |
| | TOTAL | /40 |
| | NOTE SUR 20 | /20 |

| | | | |
|--|--------------|------------------------------------|---------|
| BEP METIERS DU SECRETARIAT BEP METIERS DE LA COMPTABILITE | Session 2001 | Sujet | Tirages |
| EP 3 - économique et juridique | page : 2/7 | Code(s) examen(s) 32401 - 32403 | |

Remarque préliminaire : pour traiter ce sujet, vous veillerez à rédiger correctement et à soigner l'orthographe

DOSSIER 1 : ECONOMIE

(d'après Capital N°109 Août 2000)

A l'aide des documents annexe 1 (pages 5/7 - 6/7) et de vos connaissances répondez aux questions suivantes :

1^{ère} partie

1. Sur quels indicateurs s'appuie l'INSEE pour donner une appréciation de l'économie française ?

.....
.....

2. a) Entre 1995 et 2000 comment a évolué la croissance et le taux de chômage ?

.....
.....
.....

- b) Existe-t-il un lien entre la croissance et le chômage ? Justifiez votre réponse.

.....
.....
.....

3. Quel indicateur utilise-t-on pour mesurer la croissance économique d'un pays ?

.....
.....
.....

| | | | |
|--|--------------|------------------------------------|---------|
| BEP METIERS DU SECRETARIAT BEP METIERS DE LA COMPTABILITE | Session 2001 | Sujet | Tirages |
| EP 3 - économique et juridique | page : 3/7 | Code(s) examen(s) 32401 - 32403 | |

2^{ème} partie : thème de réflexion

4. A l'aide des documents et de vos connaissances vous rédigerez, sur votre copie, un développement de 15 à 30 lignes (avec un plan construit).

En introduction vous définirez la notion de croissance économique.

Dans une première partie vous expliquerez pourquoi nous pouvons dire que la France est en "pleine croissance".

Dans une deuxième partie vous expliquerez en quoi le plein emploi a des conséquences positives sur les caisses de retraite et de sécurité sociale et sur les rentrées fiscales (caisses de l'Etat). Vous donnerez des exemples de rentrées fiscales.

Enfin, en conclusion, vous donnerez votre avis sur les raisons d'être confiant (ou non) dans l'avenir économique de la France.

DOSSIER 2 : DROIT

(source La Tribune du 19/07/2000)

A l'aide de l'annexe 2 (page 7/7) et de vos connaissances, répondez aux questions suivantes :

1. Pour quels types de litiges les Tribunaux de commerce sont-ils compétents ?

.....
.....

2. Qui sont les juges consulaires des tribunaux de commerce et par qui sont-ils élus ?

.....
.....
.....

3. Quel est l'objet du projet de loi et quelle sera la composition de la chambre mixte ?

.....
.....
.....
.....

4. Pour quels types d'affaires cette nouvelle organisation sera-t-elle applicable ?

.....
.....
.....
.....

| | | | |
|--|--------------|------------------------------------|---------|
| BEP METIERS DU SECRETARIAT BEP METIERS DE LA COMPTABILITE | Session 2001 | Sujet | Tirages |
| EP 3 - économique et juridique | page : 4/7 | Code(s) examen(s) 32401 - 32403 | |

DOSSIER 3 : INSTITUTIONS PUBLIQUES

Élections cantonales partielles (Le Monde – 21 juin 2000)

AUBE - Canton de Troyes- Premier tour

Inscrits : 9.810 - Votants : 3.492 - Exprimés : 3.442

Ballottage : France Mielle : 1.499 - Jacques Rigaud : 1.053

Éliminés : Jean Barelle : 402 - Bruno Subtil : 213 - Françoise Desimpel : 146 - Maurice Bernardie : 76 - Laurent Rhohmann : 53

Candidate à la succession de son époux Francis Mielle, décédé, France Mielle sera face à Jacques Rigaud arrivé en deuxième position, les autres candidats n'ayant pas obtenu le vote de 10 % des inscrits.

1. Comment sont élus les conseillers généraux ?

Mode de suffrage

Mode de scrutin

Durée du mandat

2. Au 1^{er} tour, un candidat a-t-il été élu ? Justifiez votre réponse.

.....
.....

3. Présentez l'opération relative au calcul du taux d'abstention.

Expliquez comment on calcule le nombre d'abstentions.

.....
.....

4. Calculez la différence entre les votants et les suffrages exprimés.

Que représente cette différence ?

.....
.....

5. Donnez deux attributions du conseil général.

.....

6. Qui est le chef de l'exécutif dans le département ?

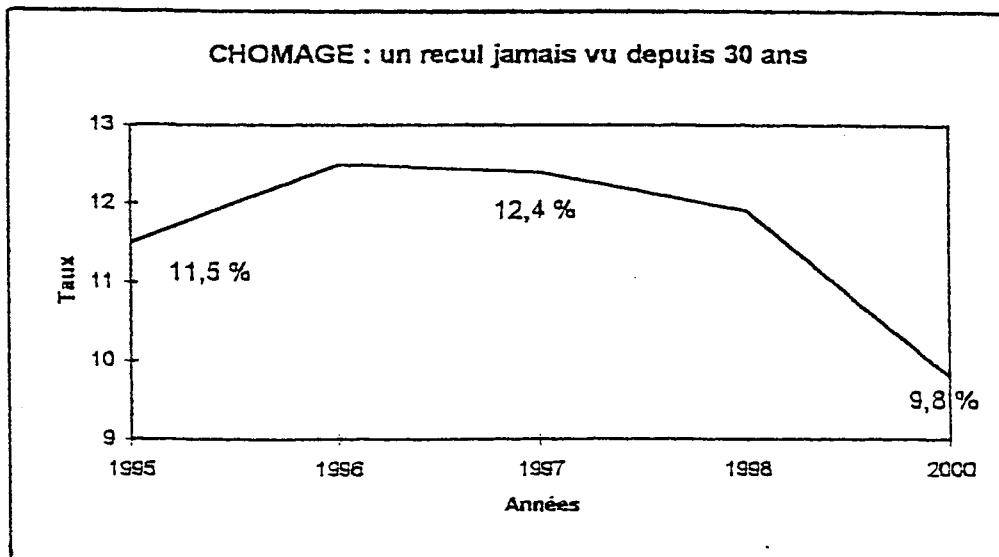
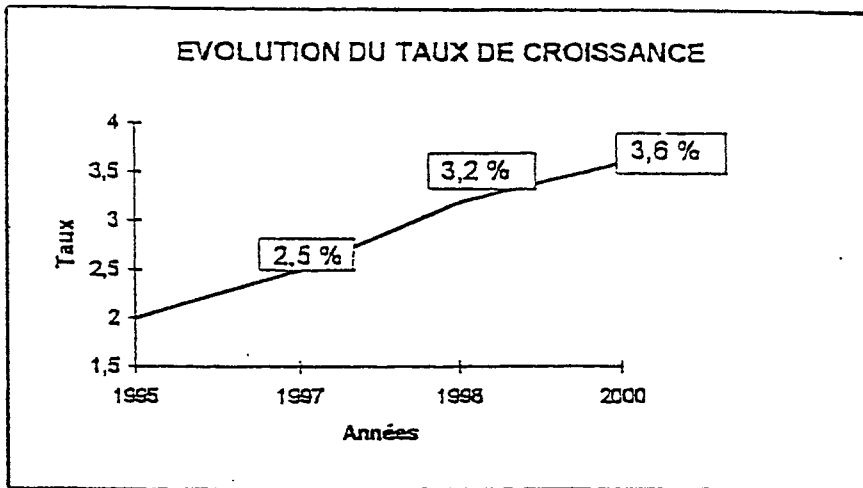
.....

7. Qui est le représentant de l'Etat dans le département ? Donnez deux de ses attributions.

.....
.....
.....
.....

| | | | |
|--|--------------|------------------------------------|---------|
| BEP METIERS DU SECRETARIAT BEP METIERS DE LA COMPTABILITE | Session 2001 | Sujet | Tirages |
| EP 3 - économique et juridique | page : 5/7 | Code(s) examen(s) 32401 - 32403 | |

ANNEXE 1



| | | | |
|--|--------------|------------------------------------|---------|
| BEP METIERS DU SECRETARIAT BEP METIERS DE LA COMPTABILITE | Session 2001 | Sujet | Tirages |
| EP 3 - économique et juridique | page : 6/7 | Code(s) examen(s) 32401 - 32403 | |

ANNEXE 1 (suite)

Après une stagnation de près de dix ans, l'investissement des entreprises repart. C'est désormais un moteur de la croissance. Les industriels ont retrouvé la confiance et s'endettent à nouveau.

Par ailleurs, signe d'un optimisme à tous crins, les ménages consomment sans retenue, quitte à souscrire des crédits. En 2000, les achats d'automobiles devraient ainsi augmenter de près de 10 %.

En conséquence, notre économie tourne à plein régime, mais la surchauffe ne menace pas. En 2000, la hausse des prix ne devrait pas dépasser 2%.

De plus, le marché du travail français est un des plus dynamiques d'Europe : l'embellie touche toutes les catégories de sans emploi, y compris les chômeurs de longue durée, un temps considérés pourtant comme "irrécupérables".

Enfin, l'Etat réduit son déficit budgétaire et peut même mener de front une baisse des impôts grâce à la croissance qui gonfle les rentrées fiscales.

Depuis trente ans, la conjoncture n'a jamais été aussi favorable. Tous les indicateurs sont au vert. Et cela devrait durer.

D'habitude très prudent, l'Insee n'a pas hésité à intituler sa note de conjoncture de juin "Plein régime". Non sans enthousiasme, les économistes de l'institut notent ainsi que "l'économie française se situe dans la quatrième année d'une phase d'expansion dont on n'entrevoit pas le terme". Un discours digne des années 60, lorsqu'on imaginait la prospérité sans fin ! De fait, les pages suivantes le prouvent, tous les indicateurs sont au vert : emploi, inflation, consommation, investissement...

Après une décennie de croissance molle, l'effet de rattrapage est indéniable. Mais il n'explique pas tout. Le boom des nouvelles technologies, le retour en grâce de la Bourse ou la gestion plus saine des finances publiques prouvent que de profondes mutations sont en cours. Seront-elles suffisantes pour assurer une décennie d'expansion, ramener le taux de chômage à 6 % et régler en douceur la question des retraites ? De plus en plus de Français en sont persuadés. Réalistes ou pas, ce regain de confiance dans l'avenir est le meilleur soutien de l'expansion en cours.

Rémi Godeau

| | | | |
|--|--------------|------------------------------------|---------|
| BEP METIERS DU SECRETARIAT BEP METIERS DE LA COMPTABILITE | Session 2001 | Sujet | Tirages |
| EP 3 - économique et juridique | page : 7/7 | Code(s) examen(s) 32401 - 32403 | |

ANNEXE 2

TRIBUNAUX DE COMMERCE : LA RÉFORME QUI FÂCHE

Le projet de loi de réforme de la justice commerciale, présenté hier en conseil des ministres, réaffirme après plusieurs mois de polémique l'arrivée de magistrats professionnels dans les tribunaux de commerce, où la justice est rendue depuis plus de 400 ans par des bénévoles. "Vexés" lors de la présentation de l'avant-projet, les juges consulaires – en général des commerçants et chefs d'entreprise, et

dont 20 % avaient démissionné – ont conduit la Chancellerie à aménager ces propositions. Celle-ci n'a cependant pas cédé sur l'essentiel, l'arrivée des magistrats professionnels aux côtés des juges consulaires. Malgré une forte opposition des juges consulaires, la Chancellerie a réaffirmé hier son projet de faire entrer des magistrats professionnels dans ces tribunaux.

Le projet de réforme prévoit la création, au sein des tribunaux de commerce, de "chambres mixtes" composées d'un magistrat professionnel, président, et de deux juges consulaires, assesseurs. Cette chambre sera compétente sur les procédures collectives de redressement ou de liquidation, du contentieux lié à ces procédures, et du droit des sociétés et de la concurrence.